

de son mieux à secourir la place ; mais le grand effort de Philippe II contre la France était déjà à bout. Philippe II avait fait banqueroute, pour la seconde fois, en abolissant tous les intérêts des capitaux qu'il avait empruntés et en reprenant tous les gages qu'il avait assignés à ses créanciers (novembre 1596). La conséquence en était qu'il ne pouvait plus se procurer un écu à l'avance. L'archiduc Albert n'eut d'argent qu'après l'arrivée des galions qui apportaient le tribut des mines d'Amérique. Il ne put mettre en mouvement son armée avant le mois de septembre. Les Français eurent tout le temps de se préparer à le recevoir.

Le brave gouverneur d'Amiens, Porto-Carrero, fut tué le 3 septembre. Le bruit de l'approche de l'archiduc empêcha la garnison de perdre courage. L'archiduc arriva à Doullens avec vingt mille hommes. Le roi en avait au moins vingt-cinq mille, et croyait si peu que l'archiduc osât l'attaquer, qu'il partit pour la chasse le 15 septembre au matin. L'ennemi parut vers midi, et ce fut Mayenne qui mit l'armée française en défense durant l'absence du roi. Henri IV n'eut pas à se repentir de l'avoir bien traité, lui et son neveu de Guise.

L'archiduc ne tenta point d'assaillir les lignes françaises, ni d'emporter le pont de Longpré, qui lui eût donné passage pour ravitailler Amiens par la rive sud de la Somme. Il jeta un pont sur la Somme un peu plus bas, entre Saint-Sauveur et Ailli ; mais le roi était revenu, et les dispositions prises. Le premier corps espagnol qui essaya de franchir la rivière fut vigoureusement repoussé. L'archiduc battit en retraite, et la garnison d'Amiens se rendit le 25 septembre.

Le mal était plus que réparé, et la foi dans la force et dans l'avenir d'Henri IV rede vint plus grande qu'avant la perte d'Amiens. L'obstination de Philippe II céda enfin. Il se sentit vaincu, et, pour la première fois, souhaita la paix.

Henri IV, de son côté, souhaitait d'avoir devant lui quelques années pour rétablir l'ordre et la prospérité en France. Il accueillit bien la médiation offerte par le pape entre la France et l'Espagne. Il pressa ses alliées, l'Angleterre et la Hollande, d'entrer dans une négociation de paix générale, et envoya ses ambassadeurs conférer à Vervins avec ceux de Philippe II et du pape (février 1598).

Pendant qu'on négociait, Henri partit pour la Bretagne. Toute la partie de la Bretagne qui reconnaissait encore pour chef le duc de Mercœur, Nantes, Vannes, etc., obligea ce duc à se soumettre sans combat (mars 1598). Ainsi disparurent les derniers restes de la Ligue.

Le roi, pendant son voyage dans l'ouest, termina aussi la grande affaire des protestants. Leurs griefs étaient bien fondés. Les traités particuliers conclus avec les chefs et les villes de la Ligue bannissaient absolument le culte réformé de beaucoup de contrées, en excluant les réformés de tous emplois, et, dans le reste de la France, l'édit du roi sur la paix de religion était transgressé presque partout par les magistrats et les officiers royaux.

Les protestants, par représailles des injustices qu'on leur faisait, empêchaient le culte catholique dans les places dont ils étaient restés maîtres, et s'étaient réorganisés presque en république fédérative.

Aucune affaire ne donna jamais plus de peine à Henri IV ; il passa bien des nuits sans sommeil avant de parvenir à trouver une transaction acceptable et pour l'intolérante majorité catholique et pour l'exigeante et défiant minorité huguenote. Après deux ans de négociations, les commissaires du roi réussirent enfin à s'entendre avec l'assemblée générale des protestants, et Henri IV signa, le 15 avril 1598, le fameux ÉDIT DE NANTES.

Il y déclarait qu'afin que tous ses sujets pussent adorer Dieu. sinon encore en une

même forme de religion, au moins d'une même intention, et sans qu'il y eût pour cela de trouble ni de tumulte entre eux, il donnait sur cette matière un édit PERPÉTUEL ET IRRÉVOCABLE. — L'observation de cet édit serait, ajoutait-il, le fondement de l'union et du repos des sujets, et du rétablissement de l'État en sa première splendeur.



Lesdiguières.

L'Édit de Nantes accordait aux protestants liberté de conscience dans tout le royaume, liberté de culte dans les villes où elle était présentement établie, et dans celles où elle avait été accordée par l'édit de 1577; plus, dans une ville ou bourg par bailliage ou sénéchaussée, sauf réserve des traités faits avec les *catholiques* (les ligueurs). Les possesseurs de fiefs avaient pleine liberté de culte chez eux, pour eux et pour les personnes qu'il leur convenait de recevoir. Les protestants devaient être admis à toutes les charges et emplois, nonobstant les traités faits avec les *catholiques* (les ligueurs). Des chambres, composées en partie de protestants, étaient instituées dans le Parlement de Paris et dans

la plupart des autres parlements pour juger les procès où des protestants étaient intéressés. Le roi promettait d'autoriser les synodes provinciaux et nationaux de la religion réformée, donnait une somme annuelle aux protestants (il était sous-entendu que c'était pour l'entretien des pasteurs), et laissait aux réformés, pour huit ans, toutes les places qu'ils occupaient, en se chargeant de la solde des garnisons.

Les parlements, qui étaient pour la liberté de conscience sans liberté de culte, et le clergé, qui ne voulait ni de l'une ni de l'autre liberté, résistèrent tant qu'ils purent. Le roi contraignit les parlements d'enregistrer l'édit, en leur faisant des concessions sur quelques points, et ce ne fut pas non plus sans difficulté qu'il obligea les huguenots à laisser rétablir le culte catholique auprès du culte réformé, à la Rochelle, en Béarn, à Nîmes, à Montauban. Il leur accorda un second lieu de culte par bailliage ou sénéchaussée.

Ce fut la fin des grandes Guerres de Religion. L'Édit de Nantes commençait une nouvelle ère de l'histoire. Au Moyen Âge, l'unité de culte avait été la base de la société; la société religieuse, alors, était une, et la société politique était fractionnée. Maintenant, c'était l'État, la patrie, qui était une, et l'Église qui était partagée et diverse.

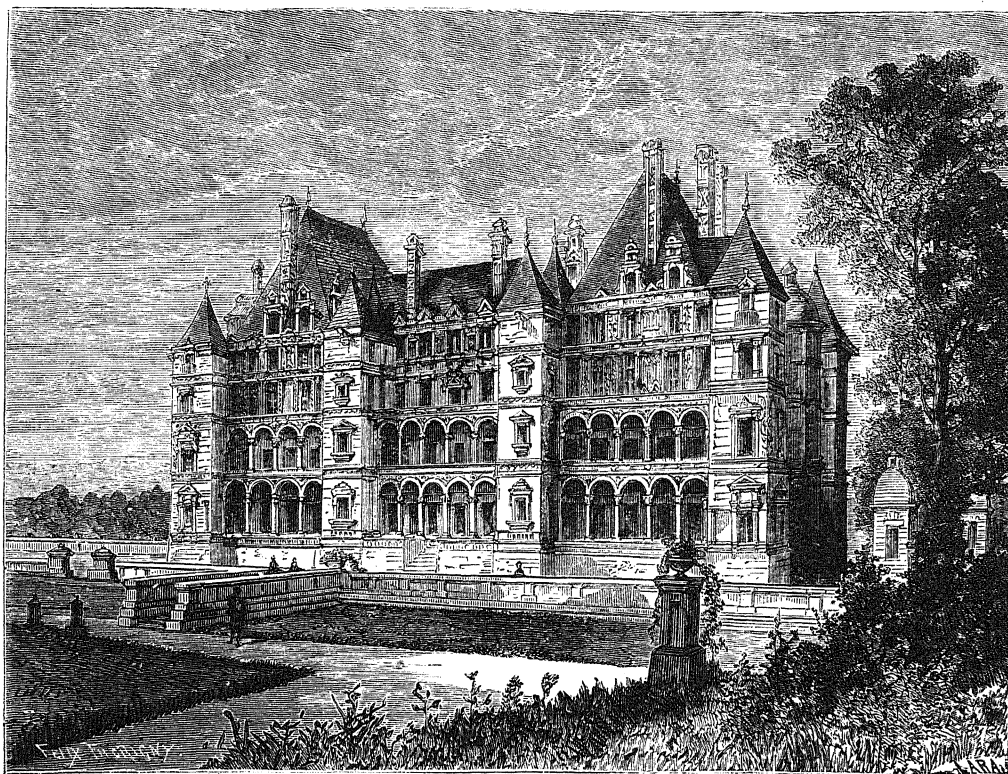
L'Édit de Nantes ne devait pas être PERPÉTUEL ET IRRÉVOCABLE, comme l'avait voulu Henri IV. Son petit-fils, Louis XIV, devait le révoquer, et rétablir violemment, pour un temps, l'unité de l'État et de l'Église; mais la pensée d'Henri IV, qui était celle des temps nouveaux, était destinée à vaincre finalement la pensée rétrograde de Louis XIV.

La paix avec l'Espagne fut signée à Vervins quinze jours après l'Édit de Nantes (2 mai 1598). L'Angleterre et la Hollande n'avaient pas voulu y prendre part.

Les Espagnols rendirent Calais et quelques autres places qu'ils avaient gardées en







Ancien château de Madrid, au bois de Boulogne.

Picardie, et Blavet (Port-Louis) en Bretagne. Ils ne gardèrent de leurs conquêtes que Cambrai, qui n'était pas du royaume de France, et qui était fief de l'Empire. Pour tout le reste, on se remit sur le pied du traité du Cateau-Cambrésis en 1559. Le duc de Savoie fut compris dans le traité.

Philippe II céda la Belgique et la Franche-Comté à sa fille, l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, qu'il n'avait pu faire reine de France, et la maria à son cousin l'archiduc Albert. La couronne d'Espagne gardait la suzeraineté des pays cédés, avec garnisons dans les citadelles d'Anvers, Gand et Cambrai.

Philippe II mourut bientôt après, le 13 septembre 1598, emporté par une affreuse maladie, dont les longues tortures avaient semblé une expiation des supplices infligés par son ordre à tant de milliers de malheureux.

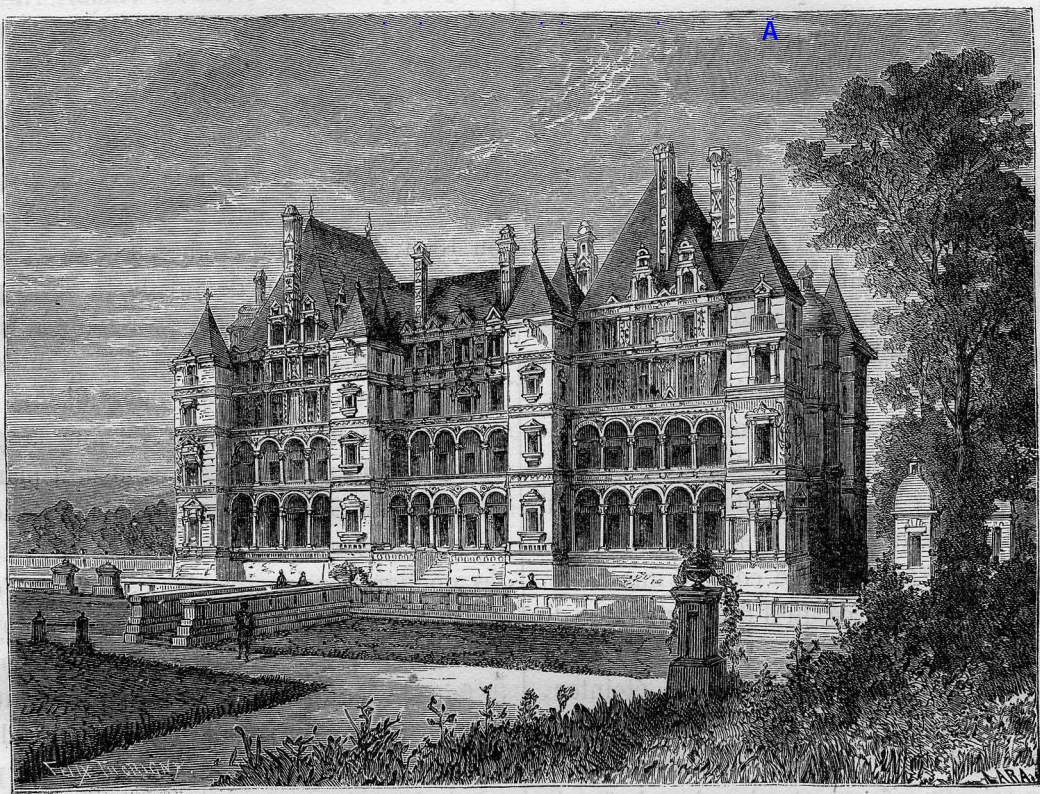
Philippe II avait échoué dans toutes les

entreprises par lesquelles il avait bouleversé l'Occident, sauf dans une seule, la conquête du Portugal. Mais cette conquête même fut stérile entre ses mains ; il ne fut pas capable de réunir l'Espagne et le Portugal en un puissant empire ibérique, et ne sut que ruiner le Portugal sans profit pour l'Espagne. Il ne savait que détruire et non fonder.

La cause du fanatisme et celle de la monarchie universelle avaient été vaincues avec Philippe II. La cause des nationalités indépendantes triomphait avec Henri IV, Élisabeth d'Angleterre et les républicains de Hollande. La cause de la tolérance religieuse triomphait avec Henri IV seul, et c'est là sa vraie gloire.

Malheureusement, Henri IV n'avait pu arracher les racines de la mauvaise plante du fanatisme, et son petit-fils devait reprendre la trace de Philippe II.





Ancien château de Madrid, au bois de Boulogne. A